

Portrait du ministre délégué au Budget

L'ambition d'Alain Lambert.

Le budget a souvent servi de tremplin à de jeunes politiques prometteurs et ambitieux, tels Fabius, Juppé et Sarkozy. Le ministre actuel, Alain Lambert, a un tout autre profil : il a été notaire, maire et sénateur ; mais il n'a sûrement pas moins d'ambition que les autres. Le Parlement l'attend, à partir de mardi, pour débattre du projet de loi de Finances pour 2003.

Alain Lambert, le ministre délégué au Budget, se délecte par avance. Il va, plusieurs semaines durant, croiser le verbe et les arguments avec les parlementaires, pour défendre le projet de loi de Finances 2003. Il aime ces jeux de la parole – policée de préférence, percutante au besoin – pour dessiner une décision collective ; si ce n'est consensuelle, au moins démocratique. Il aime le débat comme d'autres un bordeaux long en bouche ; convaincre est sa gourmandise ultime. Entre deux séances au Sénat, du temps où il présidait la commission des Finances, il visionnait à la télévision les séances de l'Assemblée pour peaufiner sa dialectique face à l'autre camp. La réforme de la procédure budgétaire, votée en juin de l'an dernier, est sa grande fierté : résolument concoctée avec son compère socialiste Didier Migaud, puis patiemment inoculée à ses collègues de droite. "Même si le grand public n'a pas applaudi, commente-t-il aujourd'hui, ce fut une vraie révolution tranquille." En fait, notamment à Alençon, ville dont il fut maire treize ans, Alain Lambert excelle à dribbler dans un petit espace – entre notables, décideurs économiques et responsables associatifs – et à effacer les obstacles." Il cultive la courtoisie, mais n'hésite pas à se faire cinglant quand on le déstabilise, rapporte son opposant socialiste au conseil municipal, Jean-Claude Pavis. Nous avons beaucoup ferrailé, mais dans le respect mutuel. Un jour où je lui reprochais son âpreté avec un camarade, il me répondit tout de go : "Quand on me donne une baffe, j'en rends deux".

Cette méthode à double facette perdure sous le costume – d'un classicisme sans faille ni fantaisie – du ministre de Bercy : la palabre inlassable quand, un à un, les membres du gouvernement défilent dans son bureau, fin juillet, pour ciseler les contours du budget ; et l'invective prompte quand, contre l'évidence, il reproche à un journaliste d'avoir déformé ses propos. "Il m'arrive de feindre la colère, reconnaît le ministre ; je sais devenir blême sur commande." Il sait effectivement, avec un art consommé, jouer de la posture de circonstance, préparer les événements de sa journée au millimètre. D'ailleurs, "c'est toute sa carrière qu'il a tracée au cordeau, confie l'un de ses (très) proches au Sénat. Rien de ce qui lui arrive n'est fortuit".

La politique au point d'Alençon

L'histoire pourrait s'appeler, comme chez La Fontaine, "Le Savetier et le Financier" ; à cette différence près qu'il ne s'agit point d'une fable. Le père de Lambert était cordonnier, et lui est donc devenu dépositaire du tiroir-caisse de la France. Il a grandi à Madré, en Mayenne. Mais en émigrant dans l'Orne, tout à côté, il a gardé l'estampille de son pays d'origine : madré, foi de Larousse, signifie "inventif et retors, sous des allures bonhommes". C'est à Alençon que Lambert fait ses premiers pas politiques ; le point d'Alençon caractérise une dentelle à l'aiguille. Lui, précisément, fait dans la dentelle.

Notaire à trente ans, il frayait avec la jeune chambre économique ; et, à trente-six ans, s'était même laissé entraîner sur une liste d'opposition au maire socialiste de la cité, à l'aura reconnue, Pierre Mauger. "Il me mouchait dès que j'intervenais", rapporte Lambert, qui reconnaît volontiers que ce combat singulier lui "a tenu lieu d'école politique". A trente-neuf ans, profitant du désert de candidats à droite pour une élection cantonale, il affronte le cacique de gauche. C'est là qu'il adapte le point d'Alençon à la politique : ni caution d'un parti, ni meeting, seulement du porte-à-porte. Et, à la surprise générale, il est élu au premier tour. Par la suite, il enchaînera les victoires : conseiller régional à quarante ans, maire à quarante-deux, sénateur à quarante-six, ministre à cinquante-cinq.

Les règles de non-cumul lui font alors renoncer à être maire, sénateur et même notaire. A son grand regret ! Car les citoyens, par trois fois, l'avaient élu maire ; les sénateurs lui avaient confié le leadership des dossiers financiers ; ses collègues notaires l'avaient fait président du Conseil supérieur de la profession. "Maire, confie-t-il, j'aimais travailler dans le durable, me faire architecte de la cité, soigner le sol que l'on a tous en partage pour y vivre en harmonie. Sénateur, j'appréciais cette mission de sagesse et de mesure, hors les fougues de l'Assemblée, car la Seconde Chambre, c'est en quelque sorte la quille du bateau de la démocratie parlementaire. Notaire, je m'étais attaché à ce métier prémonitoire, qui combine le service de l'Etat et l'exigence de viabilité économique." Dans la fable, le savetier perdait sa joie, obsédé par la sauvegarde des cent écus remis par le financier. Lambert n'en a cure : il a confié son patrimoine personnel à un expert. Il a, affirme-t-il, retenu la leçon de son cordonnier de père : "la richesse, c'est l'homme ; l'obsession du fric au-delà de ce qu'il faut pour vivre correctement fait passer à côté de la vie." Le Sénateur-maire promu ministre brandit cette filiation avec fierté ; car elle marque son étonnante ascension sociale. Chez lui, à Alençon, il a installé, bien en évidence, une vitrine où cohabitent les outils du père – tranchet, alêne ... - et les sceaux de la République – ceux de sa première étude.

L'homme se replie rarement dans les livres ; "si ce n'est pour se ressourcer aux pensées des hommes d'Etat. Je relis Colbert, Napoléon, Talleyrand, de Gaulle, dit-il ; quelquefois un roman, sur le conseil de ma femme". En fait, sa grande référence c'est Portalis, un rédacteur essentiel du Code civil. "Alain Lambert a la religion du Code civil, commente un sénateur, et il n'envisage d'y toucher qu'avec émotion."

Hors l'actuelle majorité présidentielle, il n'est pas facile de positionner Alain Lambert sur l'échiquier politique. Il a la main ferme d'un RPR dans un gant centriste. Étiqueté UDF, il n'a pas soutenu Bayrou lors de la dernière campagne présidentielle, mais, dit-on, se félicite sous cape que celle qui a pris le relais à l'Hôtel de Ville d'Alençon, Christine Roimier, l'ait fait. Lors de ses premières candidatures locales, il avait snobé toute investiture de parti et il est devenu l'ami intime du socialiste qu'il avait défait. Il lui avait même confié un dossier, celui de la coopération avec le Mali. Tous deux étaient arrivés à Koutiala, la ville jumelle, main dans la main, pour marquer la continuité devant "les amis africains". Ses proches le disent plus gaullien – par son sens de l'État et son goût de l'efficacité – que gaulliste – car il participe au rejet familial du RPR, coupable à ses yeux d'avoir maltraité son beau-père, Pierre Noal, ex-député RPR de l'Orne. L'été dernier, lors de ses vacances – cinq jours à l'île de Ré -, il avait demandé aux amis qui l'accueillaient de bannir la politique des conversations ? "Nous n'avons même pas acheté de journaux, raconte-t-il, si ce n'est "L'Équipe" ... et "Le phare de Ré". Alain Lambert se recommande d'amitiés avec Barre, Monory, Poncelet et surtout Sarkozy. Les tempéraments distinguent Lambert et Sarkozy – l'un est lent l'autre rapide, l'un d'une patience de chat, l'autre d'une énergie de sanglier -, mais l'ambition personnelle – sans complexes – et la vision politique – à dominante libérale – les rapprochent. En 1995, ils ont été balladuriers, mais en 2002, ouvriers de la première heure sur le chantier Chirac.

Le ministre du Budget est un personnage complexe : intègre et obstiné, méfiant et insensible à la frime, européen et démocrate-chrétien, adepte du marché économique et

du volontarisme social. Quand Moulinex, qui soixante-dix ans durant a participé à la prospérité d'Alençon, a sombré, Lambert ne s'est pas rallié à la "manif" du désespoir, mais a lancé l'opération "Phénix", du nom de cet oiseau fabuleux qui renaît de ses cendres. Son but : recréer 1 000 emplois en 1 000 jours. Pour l'heure, le quart du délai est dépassé et la moitié de l'objectif presque atteint. "La politique, explique l'ex-maire d'Alençon, suppose une relation interactive avec la population. Si celle-ci ne partage pas votre projet, il faut cesser de la représenter."

Un rêve : Présider le Sénat

Alain Lambert a quitté le premier rôle dans sa ville pour de toutes autres raisons : Le 6 mai au soir, vers 22 heures, Jean-Pierre Raffarin m'a téléphoné : le président souhaite un vrai budgétaire au Budget, donne-moi ton accord illico." Douze heures plus tard, il acquiescait ; entre deux, il avait bavardé avec Francis Mer "pour vérifier la pertinence de leur tandem." La communication des deux cabinets de Bercy – celui du 6^e étage et celui du 5^e – est récemment devenue uniforme : "Mer et Lambert sont de la même veine spirituelle ; entre leurs points de vue, il n'y a pas place pour une feuille de papier à cigarettes." Il faut dire que les couacs à répétition entre les deux équipes et leurs chefs – notamment sur le rythme des baisses d'impôts et le niveau de la prime pour l'emploi – ont fait, jusqu'en juillet, les délices de la presse. Aujourd'hui, Lambert reconnaît quelques contrastes dans les comportements – "lui a le propos plus abrupt, moi le verbe plus onctueux" - mais il rapporte que, le mercredi, ils vont ensemble au Conseil des ministres, en vedette via la Seine, et qu'ensuite ils déjeunent en tête à tête. Sans parler des mails qu'ils s'échangent.

Lambert a le mail facile : cinquante par jour, pas moins ; tous azimuts, famille, amis et collaborateurs. Pour quatre raisons, dit-il : l'habitude – les notaires envoient beaucoup de textes – la clarification de la pensée – l'écrit est plus exigeant que l'oral – le respect de l'interlocuteur – il ne s'impose pas comme le téléphone – et les traces – ainsi les mots ont plus d'avenir."

Le futur le motive. "L'enjeu est de réenchanter les Français, explique-t-il joliment lors d'une conférence de presse, de les réconcilier avec la politique et de les inviter à offrir à leur pays le meilleur d'eux-mêmes." A cet effet, il privilégie trois axes : "la recherche d'une croissance plus riche en emplois, la reconquête de nos acquis sociaux et le redéploiement des dépenses de l'État. Inventons ensemble notre destin, dit-il. Ce qui signifie redressement des finances du pays pour redonner à la France sa puissance de rayonnement, et égalité des chances offertes à tous les enfants." Seule m'inquiète la montée des corporatismes.

Quant à son avenir, il ne fait pas de mystère de son rêve : un jour, présider le Sénat ? Il existe, semble-t-il, un profil idoine pour le perchoir du Luxembourg : avoir été ministre et élu local (d'une ville pas trop grande !), parler rond, avoir la fibre sociale et libérale. "Si cela m'arrivait, confie Alain Lambert, le sourire entendu, j'aurais le sentiment d'avoir reçu toutes les grâces."

Emile Favard